

Note analytique du personnel/Staff Analytical Note—2023-17

Dernière mise à jour : 7 décembre 2023

Évaluation des effets de la hausse de l'immigration sur l'économie et l'inflation au Canada

par Julien Champagne, Erik Ens, Xing Guo, Olena Kostyshyna, Alexander Lam, Corinne Luu, Sarah Miller, Patrick Sabourin, Joshua Slive, Temel Taskin, Jaime Trujillo et Shu Lin Wee

Département des Analyses de l'économie canadienne
Banque du Canada,
julienchampagne@banqueducanada.ca, eens@banqueducanada.ca,
XingGuo@banqueducanada.ca, okostyshyna@banqueducanada.ca,
alei@banqueducanada.ca, cluu@banqueducanada.ca, smiller@banqueducanada.ca,
psabourin@banqueducanada.ca, jslive@banqueducanada.ca,
TTaskin@banqueducanada.ca, JTrujillo@banqueducanada.ca,
ShuLinWee@banqueducanada.ca

Les notes analytiques du personnel de la Banque du Canada sont de brefs articles qui portent sur des sujets liés à la situation économique et financière du moment. Rédigées en toute indépendance du Conseil de direction, elles peuvent étayer ou remettre en question les orientations et idées établies. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs uniquement. Par conséquent, elles ne traduisent pas forcément le point de vue officiel de la Banque du Canada et n'engagent aucunement cette dernière.

DOI : <https://doi.org/10.34989/san-2023-17> | ISSN 2369-9639

©2023 Banque du Canada



Remerciements

Nous tenons à exprimer toute notre gratitude à Marc-André Gosselin pour ses commentaires très utiles sur les versions antérieures de cette étude. Nous remercions également Alison Arnot, Maren Hansen et Danielle Faribault pour leurs excellentes suggestions concernant la rédaction de la version anglaise. Enfin, nous ne voudrions pas oublier Afia Alam et Troy David pour leur soutien inestimable en matière de recherche. Merci à Patricia Marando et Eric Bannem pour la version française. Les auteurs assument l'entière responsabilité de toute erreur qui pourrait subsister.

Introduction

Les flux d'immigration ont beaucoup augmenté au Canada depuis 2022. Bien que des études reconnues se soient penchées sur les effets de l'immigration sur des variables économiques particulières ou des questions précises, il reste des lacunes importantes dans notre compréhension des effets macroéconomiques globaux découlant de l'augmentation de nouveaux arrivants¹. Ces effets sont aussi susceptibles de varier d'un pays à l'autre et au fil du temps, en raison des diverses contributions des immigrants à l'économie de leur pays d'accueil.

Cette note analytique du personnel aide à mieux comprendre cette question complexe. Elle se penche sur les principaux canaux par lesquels la hausse du nombre de nouveaux arrivants modifie les facteurs liés à l'offre et à la demande au Canada. Compte tenu de la complexité et de l'étendue des contributions des immigrants, nous utilisons une grande variété d'outils méthodologiques :

- Des études sur les effets macroéconomiques de l'immigration.
- Des microdonnées tirées de l'Enquête sur la population active, afin d'étudier la contribution des nouveaux arrivants au marché du travail, notamment par secteur.
- Des questions et des analyses spéciales provenant de deux enquêtes menées par la Banque du Canada, soit l'enquête sur les attentes des consommateurs au Canada et Le Pouls des entrepreneurs.
- Des consultations ciblées avec des organisations d'aide aux immigrants.
- Des simulations réalisées à l'aide du grand modèle empirique et semi-structurel (modèle LENS)².

Dans l'ensemble, nous constatons que les effets immédiats de la hausse récente du nombre de nouveaux arrivants pourraient avoir stimulé la consommation. Les effets inflationnistes de ce canal ne semblent toutefois pas considérables. Qui plus est, la hausse de l'immigration fait progresser de façon marquée le taux de croissance non inflationniste de l'économie, car elle accroît l'offre de main-d'œuvre. L'augmentation de l'immigration contribue néanmoins aux pressions sur les composantes de l'inflation liées aux prix des logements, car elle stimule davantage la demande que l'offre de logements, dans un contexte de déséquilibres structurels du marché de l'immobilier au pays.

Nous formulons quelques réserves importantes quant à la portée des résultats de cette analyse :

¹ Par nouveaux arrivants, nous entendons les résidents permanents et les résidents non permanents arrivés récemment au pays.

² Le modèle LENS est un modèle de prévision macroéconomique de grande taille pour le Canada auquel la Banque recourt. Voir Gervais et Gosselin (2014).

- Les nouveaux arrivants au Canada sont diversifiés, notamment sur le plan de leurs compétences, de leur niveau de richesse ainsi que de leurs habitudes en matière de consommation et d’envoi de fonds. Il faut garder ces nuances à l’esprit lorsqu’on examine les conclusions d’études réalisées à l’extérieur du Canada et quand l’on cherche à tirer des tendances plus générales des expériences individuelles. De nombreuses études effectuées à l’étranger montrent que les effets économiques de l’immigration dépendent fortement de facteurs propres au pays d’origine et des caractéristiques des immigrants.
- Les données comprennent d’importantes lacunes. Il est plus facile de se faire une idée de la contribution des nouveaux arrivants au marché du travail que d’évaluer quantitativement leur incidence sur le marché du logement et la consommation. Il en va de même pour l’évaluation de leurs effets globaux sur l’offre et la demande.

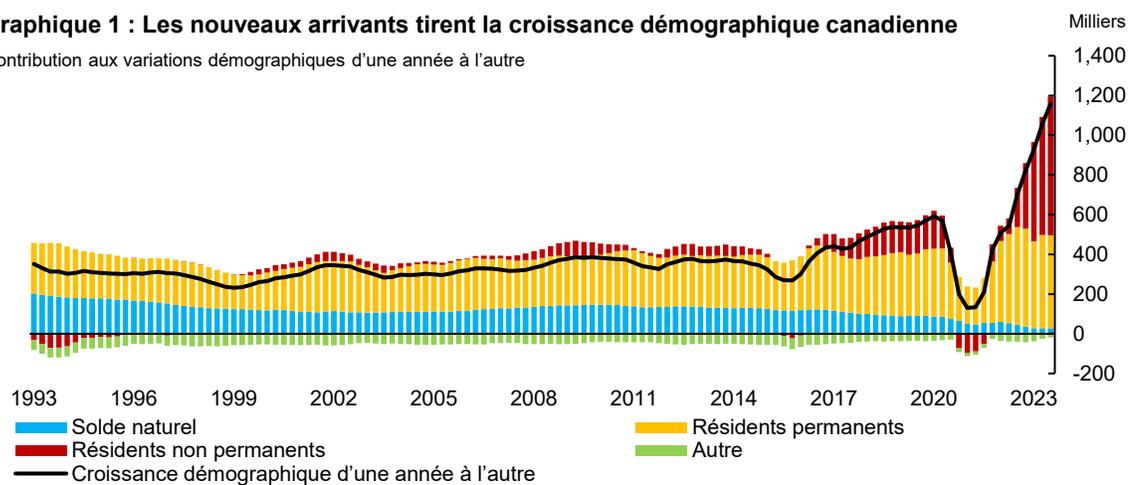
La présente note est organisée comme suit : La section 1 présente le contexte de la récente hausse de l’immigration; la section 2 passe en revue les études consacrées à l’immigration; la section 3 décrit notre méthodologie; la section 4 expose les effets d’une augmentation de l’immigration sur les principaux canaux de l’économie, notamment sur le logement, la consommation et le marché du travail. Enfin, la section 5 offre une évaluation préliminaire des effets de l’immigration sur l’inflation.

1. Hausse de l’immigration et modification de la composition des nouveaux arrivants

De juillet 2022 à juillet 2023, le nombre d’habitants au Canada a augmenté d’un peu plus d’un million, soit 3,0 % de la population totale (**graphique 1**).

Graphique 1 : Les nouveaux arrivants tirent la croissance démographique canadienne

Contribution aux variations démographiques d’une année à l’autre



Nota : La catégorie « Autre » représente des flux migratoires de moindre importance, en rapport notamment avec les émigrants et les émigrants de retour au Canada.

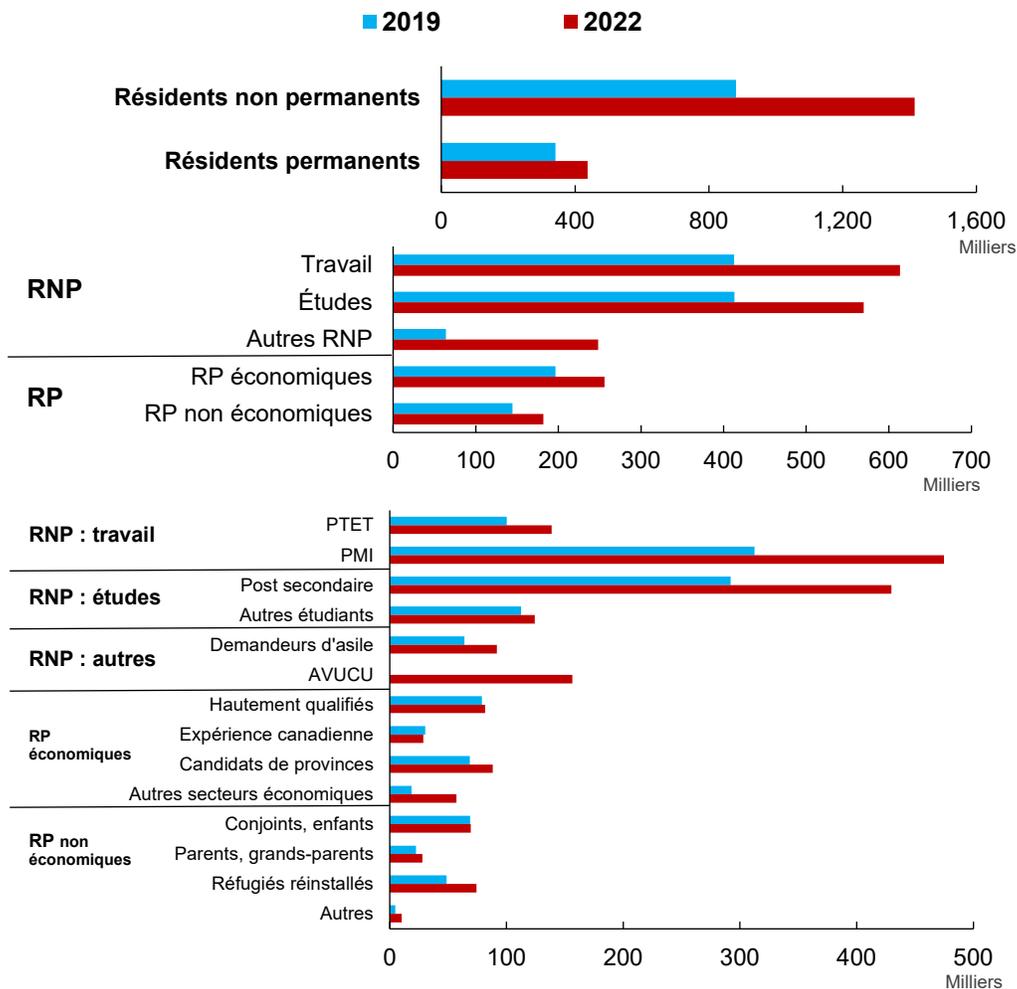
Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 1^{er} juillet 2023

Cette hausse est majoritairement attribuable aux nouveaux arrivants, la plus forte augmentation étant observée chez les résidents non permanents, qui représentent maintenant environ 60 % de l'immigration au pays. Ce groupe est constitué d'étudiants, de travailleurs temporaires peu et hautement qualifiés, et de demandeurs d'asile (**graphique 2**). Toutes les catégories de résidents non permanents ont connu des augmentations substantielles.

Graphique 2 : Les résidents non permanents sont à l'origine de la hausse du nombre de nouveaux arrivants

Arrivées annuelles de résidents permanents et non permanents : flux agrégés et répartition par programme



Nota : Les données sont celles des arrivées brutes annuelles répertoriées par programme et peuvent, par conséquent, comprendre des arrivées comptabilisées auparavant dans le cadre d'un autre programme, à l'instar des détenteurs d'un permis de travail temporaire ou d'un permis d'études dont le statut est désormais celui de résident permanent. RP et RNP correspondent respectivement à « résidents permanents » et « résidents non permanents ». Le sigle PTET désigne le Programme des travailleurs étrangers temporaires; PMI, le Programme de mobilité internationale; AVUCU, l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine.

Sources : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (sources consultées en mai 2022) et calculs de la Banque du Canada

Il importe de tenir compte des différences entre les catégories de nouveaux arrivants afin de comprendre leurs effets sur l'économie. Par exemple, les habitudes de consommation d'un travailleur temporaire du secteur agricole et ses activités sur le marché du travail seront très différentes de celles d'une étudiante universitaire ou d'un travailleur du secteur de la haute technologie qui s'établit au Canada de façon permanente.

2. Études connexes

Lorsque nous avons examiné les études traitant des effets de l'immigration, nous nous sommes concentrés sur les thématiques suivantes : les pressions sur les prix, la consommation, les salaires et les postes vacants. Dans l'ensemble, les résultats de ces études permettent de penser que l'immigration a des effets très nuancés qui peuvent varier selon les caractéristiques des immigrants et de l'économie locale. Les résultats poussent aussi à faire preuve de prudence lorsqu'on recourt à des généralisations ou à des règles empiriques, puisque les effets économiques dépendent surtout des particularités du pays d'accueil et des caractéristiques des immigrants. Par exemple, certaines études ont conclu qu'une hausse de l'immigration pouvait faire baisser les prix des logements selon que tel ou tel secteur profite le plus d'une augmentation du nombre de travailleurs.

Pressions sur les prix

Dans les études, la composition des flux migratoires et les secteurs d'emploi des immigrants déterminent si une hausse de l'immigration a des conséquences négatives ou positives sur les prix. Les études effectuées à partir de données américaines indiquent qu'une hausse de l'offre de la main-d'œuvre immigrée peut entraîner une diminution des prix. Cela s'explique par le fait qu'une plus grande offre de main-d'œuvre fait baisser les prix des biens et services non échangeables, dont la production requiert beaucoup de travailleurs peu qualifiés (Cortes, 2008). Les avantages ne sont toutefois pas uniformes dans l'ensemble de la population. Prenons en exemple ce constat de l'étude de Cortes (2008) : les non-immigrants hautement qualifiés qui consomment plus de services requérant l'emploi d'un nombre élevé d'immigrants par rapport au reste de la population profitent davantage de baisses de prix que les non-immigrants peu qualifiés.

De plus, une augmentation de l'offre de la main-d'œuvre immigrée peut entraîner une baisse de prix quand les détaillants tentent activement d'élargir leur clientèle. Selon Lach (2007), la demande chez les immigrants présente, entre autres, une plus grande élasticité-prix, ce qui pousse les détaillants à réduire leurs prix afin d'attirer les immigrants.

Des études concluent aussi que l'afflux d'immigrants peut entraîner une hausse – ou une baisse – des prix des logements. Des études réalisées aux États-Unis et en Europe à ce sujet tendent à conclure que les effets sont mitigés. Avec des données portant sur la Norvège, Furlanetto et Robstad (2019) constatent qu'une augmentation de l'immigration a peu

d'incidences sur les prix des logements. Ils supposent que la plupart des personnes ayant immigré en Norvège ne peuvent probablement pas se permettre d'acheter un logement à cause de leurs bas niveaux de revenu. Concentrant ses travaux sur les immigrants peu qualifiés aux États-Unis, Monras (2020) note quant à elle que le prix des logements locatifs tend à augmenter à court terme dans les régions qui attirent d'importants flux migratoires. Le prix des logements locatifs baisse à long terme grâce à l'essor de la construction découlant de l'augmentation de la main-d'œuvre immigrée. Il est important de savoir où la majorité des immigrants travaille pour analyser l'ampleur de ce deuxième effet à long terme. Dans l'étude de Monras (2020), la majorité des immigrants peu qualifiés trouve un emploi dans le secteur de la construction, ce qui stimule l'offre de logement.

Consommation

Certaines études montrent que la consommation des immigrants est inférieure à celle des non-immigrants. Dustmann et Mestres (2010) constatent que la population immigrée en Allemagne envoie environ 10 % de ses revenus à l'étranger. Albert et Monras (2022) notent quant à eux que cette proportion s'élève à 20 % dans le cas des immigrés aux États-Unis.

Un autre élément clé servant à comprendre les habitudes de consommation des immigrants dans l'économie locale est la différence entre les prix dans leur pays d'origine et ceux dans leur pays d'accueil. Selon Albert et Monras (2022), les immigrants venant de pays où les prix sont plus bas dépensent moins dans leur pays d'accueil que les non-immigrants.

Salaires

Les travaux de recherche montrent que l'immigration peut avoir des effets positifs ou négatifs sur les salaires dans leur ensemble. L'évolution de ces derniers peut varier en fonction de facteurs tels que la période prise en compte, le niveau de compétence des immigrants et la réaction des entreprises en matière d'investissement.

Dans un modèle de Solow (Solow, 1956), quand tous les travailleurs sont similaires, l'augmentation de l'immigration entraîne une baisse des salaires à court terme, mais n'a pas d'incidence sur eux à long terme. À court terme, le produit intérieur brut (PIB) monte, le PIB par habitant régresse, et les taux de rémunération réels reculent à mesure que les ratios capital/travail diminuent. Inversement, les taux de location du capital progressent en même temps que l'offre de main-d'œuvre s'accroît. À long terme, cela entraîne une hausse des investissements et une reprise de la croissance des salaires et de la productivité du travail.

Lorsqu'on prend différents niveaux de compétences en considération, les études semblent indiquer que les salaires des travailleurs ayant des compétences similaires aux immigrants baissent en raison de l'immigration. Les salaires de travailleurs non immigrants dotés d'autres compétences, quant à eux, augmentent. Cortes (2008) constate que seuls les non-immigrants qui ont de fortes similarités avec les immigrants – par exemple sur le plan de la maîtrise de la langue, de l'éducation ou du groupe racial – voient leurs salaires touchés de façon négative.

D'autres études tirent des conclusions contrastées, ce qui montre à quel point les limites d'un groupe de compétences peuvent être définies de manière très restreinte, car on anticipe des effets négatifs sur les salaires seulement si les immigrants et les non-immigrants sont quasi interchangeables. Par exemple, Card (1990) relève des effets négligeables sur les salaires; Borjas (2003), des effets négatifs; Ottaviano et Peri (2012), des effets positifs.

Si les entreprises investissent davantage à mesure que l'immigration augmente, les salaires pourraient ne pas baisser et pourraient même monter. Dans son étude, Ben-Gad (2004) constate qu'un niveau plus élevé d'immigration fait augmenter la productivité marginale du capital, ce qui pousse les entreprises à investir davantage dans des biens d'équipement. Cela tend à montrer que, comme dans le modèle de Solow, les salaires n'ont pas forcément besoin de baisser. Bodvarsson, Van den Berg et Lewer (2008) notent que la hausse de la demande de consommation attribuable aux immigrants accroît la demande globale de main-d'œuvre. En même temps, l'augmentation tant de l'offre que de la demande de main-d'œuvre pourrait ne pas entraîner de variations sensibles des salaires réels. D'après Borjas (2019), parmi les non-immigrants, les travailleurs qui ont des collègues immigrants hautement qualifiés pourraient également obtenir des gains de productivité (retombées positives), ce qui stimulerait alors le PIB par habitant à tous les horizons temporels.

Postes vacants

Le corpus de recherches n'apporte pas de conclusions vraiment tranchées quant aux effets de l'immigration sur les postes vacants.

Dans un modèle d'appariement, une hausse de l'offre de main-d'œuvre peut être sans incidence sur les tensions présentes au sein d'un marché du travail en situation d'équilibre. Dans un modèle d'appariement de Diamond-Mortensen-Pissarides³, une augmentation de l'offre de la main-d'œuvre immigrée entraîne un accroissement proportionnel du nombre de postes vacants. A priori, cela s'explique par le fait qu'une offre de main-d'œuvre plus élevée permet de pourvoir plus facilement un poste vacant (une affiche de poste donne lieu à des candidatures de meilleure qualité pour le même coût). Les entreprises sont donc incitées à publier davantage d'offres d'emploi jusqu'à ce que les coûts et les avantages s'équilibrent. Comme l'explique Borjas (2003), la création de postes peut aussi augmenter si la main-d'œuvre immigrée coûte moins cher. Cela pourrait être le cas, par exemple, si les travailleurs immigrés ont moins de choix ailleurs.

Cependant, une hausse de l'immigration peut réduire le nombre de postes vacants ainsi que le roulement de la main-d'œuvre si elle limite les effets de la « chaîne de postes vacants ». Quand une entreprise débauche un employé d'une autre entreprise, créant ainsi un poste

³ Le modèle d'appariement de Diamond-Mortensen-Pissarides est un modèle de prospection aléatoire. Il tient son nom de trois économistes – Peter Diamond, Dale Mortensen et Christopher Pissarides – qui ont remporté le prix Nobel d'économie en 2010 pour leurs travaux sur les marchés frictionnels de recherche d'emploi.

vacant chez cette dernière, il peut s'ensuivre une chaîne de postes vacants, les entreprises cherchant à pourvoir les postes des employés les ayant quittés (Elsby et autres, 2022). Cette chaîne entraînerait une croissance des salaires, les entreprises se faisant concurrence pour attirer des travailleurs. Cela dit, si un poste vacant est pourvu par un immigrant cherchant un emploi, aucune chaîne de postes vacants n'est créée.

3. Méthodologie

Nous utilisons plusieurs outils pour mieux comprendre les canaux par lesquels l'immigration influe sur l'économie canadienne.

Microdonnées de l'Enquête sur la population active

Les microdonnées détaillées tirées de l'Enquête sur la population active (EPA) nous aident à examiner la contribution des résidents permanents et non permanents au marché du travail canadien. L'avantage de ces données est qu'elles permettent de recueillir des informations plus fines sur les nouveaux participants au marché du travail, comme le nombre d'heures qu'ils travaillent, leur salaire et leur secteur d'emploi. Ces caractéristiques détaillées ne se trouvent dans aucune autre source de données accessible au public. À partir de ces données, nous pouvons établir si un répondant est né au Canada ou s'il a déjà été un résident permanent et, le cas échéant, quelle était sa date d'arrivée. L'EPA définit comme résident non permanent toute personne qui n'a pas été résidente permanente ou qui n'est pas née au Canada⁴.

Données d'enquête et consultations

Nous nous appuyons sur les questions spéciales et les analyses comprises dans les enquêtes que mène la Banque du Canada auprès des entreprises et des consommateurs :

- L'Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada est menée auprès des consommateurs depuis 2014. Chaque trimestre, environ 2 000 participants répondent à des questions sur l'inflation, le marché du travail, leurs dépenses et la situation financière de leur ménage. L'enquête est aussi une riche source de données démographiques utiles pour des analyses liées à l'immigration.
- Le Pouls des entrepreneurs est une enquête en ligne réalisée auprès de décideurs du milieu des affaires qui sonde chaque mois entre 300 et 400 entreprises⁵. Elle porte sur un large éventail de secteurs et comprend des questions sur les ventes et la situation générale des entreprises. Des questions liées à l'emploi et à d'autres sujets

⁴ Ce groupe pourrait aussi inclure des citoyens canadiens nés à l'extérieur du Canada, mais les données du recensement montrent qu'il est majoritairement composé de résidents non permanents.

⁵ Pour en savoir plus sur Le Pouls des entrepreneurs, voir Chernis et autres (2022).

particuliers ont été ajoutées pour évaluer dans quelle mesure les entreprises embauchent de nouveaux arrivants.

Pour mieux comprendre les effets économiques de la hausse de l'immigration au Canada, la Banque a aussi mené des consultations ciblées en juin 2023. Le personnel de la Banque s'est entretenu avec un petit échantillon d'organisations canadiennes qui aident les nouveaux arrivants et avec une firme qui recrute des travailleurs étrangers pour le compte d'entreprises canadiennes.

Simulations à l'aide du modèle LENS

Pour quantifier certains des canaux par lesquels l'immigration influe sur l'économie canadienne, nous avons recours au modèle LENS. Ce dernier est basé sur un système d'équations semi-structurelles qui décrit la dynamique d'importantes variables macroéconomiques au Canada. Le modèle vise à équilibrer la structure théorique et les propriétés empiriques, et la plupart de ses équations de comportement allient anticipations prospectives et coûts d'ajustement. Parmi les principaux éléments du modèle, notons des blocs pour chacune des composantes du PIB du Canada (p. ex., consommation, logement et investissement), une fonction de réaction de la politique monétaire, les courbes de Phillips des salaires et de l'inflation ainsi qu'un bloc pour le marché du travail.

Le modèle LENS réagit à l'accélération de la croissance démographique par l'intermédiaire de plusieurs mécanismes. La hausse de l'offre de main d'œuvre se traduit par une augmentation du potentiel de croissance non inflationniste de l'économie. La demande de logements et la consommation augmentent aussi de pair avec l'accroissement de la population. De même, les hausses de la demande de logements et de la consommation font monter la demande de main-d'œuvre.

Dans cette note analytique, nous effectuons des simulations calibrées sur les récents afflux d'immigrants au Canada pour contribuer à la compréhension de certains de leurs effets nets sur la consommation, le PIB et l'inflation.

4. Principaux canaux et résultats

En nous appuyant sur les données d'enquêtes, l'information recueillie lors de consultations, les microdonnées sur le marché du travail et les simulations du modèle décrites ci-dessus, nous dégagons des constatations sur trois canaux par lesquels l'immigration influe sur l'économie canadienne :

- l'offre de main-d'œuvre
- le logement
- la consommation

Offre de main-d'œuvre

La hausse récente de l'immigration a grandement stimulé l'offre de main-d'œuvre au Canada. Malgré cette retombée positive, des signes montrent que le flux de travailleurs intégrant la population active canadienne pourrait être mieux réparti. En effet, les microdonnées montrent clairement que certains secteurs de l'économie (p. ex., celui de la construction) bénéficient moins que d'autres de l'immigration, en dépit de pénuries de main-d'œuvre importantes. Les consultations révèlent également que le sous-emploi demeure généralisé chez les nouveaux arrivants compte tenu de leur formation et de leur expérience.

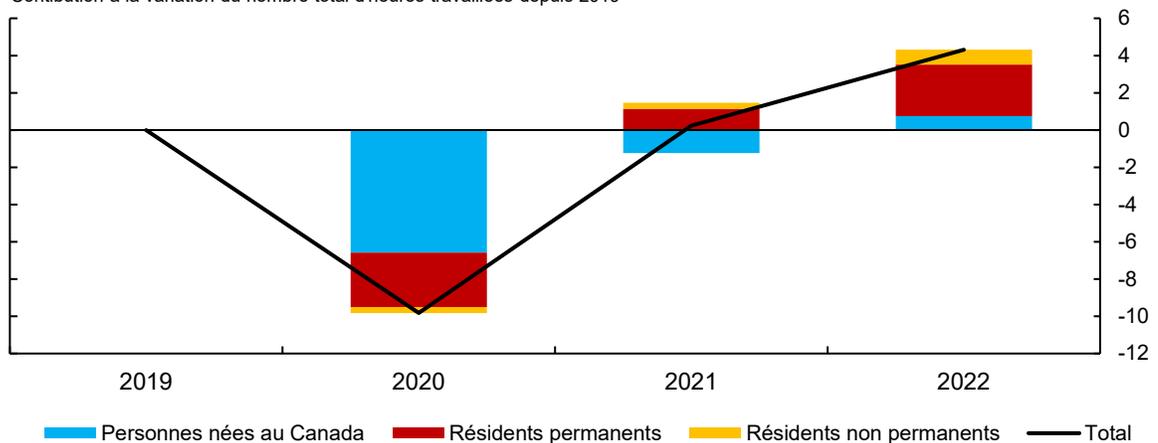
Impulsion à l'offre de main-d'œuvre

L'immigration a donné une vive impulsion à l'offre de main-d'œuvre au Canada : la croissance du nombre total d'heures travaillées depuis 2019 est attribuable aux résidents permanents et non permanents, même s'ils ne représentent qu'une petite part de la population (**graphique 3**). La hausse des heures travaillées découle donc de l'augmentation du nombre de résidents permanents et non permanents et, dans une moins grande mesure, de la hausse de leur taux d'emploi et de leur nombre moyen d'heures travaillées.

Graphique 3 : La contribution des nouveaux arrivants à la croissance du nombre total d'heures travaillées est en hausse

Points de pourcentage

Contribution à la variation du nombre total d'heures travaillées depuis 2019



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2022

Sans la contribution accrue des nouveaux arrivants, le vieillissement de la population se serait traduit par une réduction de l'offre de main-d'œuvre au Canada (mesurée en heures travaillées). D'ailleurs, le nombre moyen d'heures travaillées a diminué entre 2019 et 2022 pour l'ensemble des salariés. Cet effet sur la moyenne des heures travaillées a été en partie compensé par l'accroissement de la proportion de résidents permanents et de résidents non permanents qui ne sont pas aux études, qui travaillent en moyenne plus d'heures que les non-immigrants.

De plus, l'augmentation du nombre d'heures travaillées chez les étudiants étrangers a aussi aidé à contrebalancer partiellement le recul observé. La contribution des étudiants étrangers à l'offre de main-d'œuvre a plus que doublé depuis 2019, dans la foulée des modifications faites par le gouvernement fédéral au nombre d'heures de travail qu'ils sont autorisés à effectuer pendant leurs études au Canada. Cela dit, leur contribution au taux d'emploi demeure relativement modeste, se situant à 0,5 %.

Dans l'ensemble, l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre attribuable aux nouveaux arrivants a grandement stimulé le **potentiel de croissance non inflationniste de l'économie canadienne**. Uniquement entre le début de 2022 et le milieu de 2023, cette hausse a fait monter le taux de croissance potentiel de deux à trois points de pourcentage⁶.

Répartition sectorielle

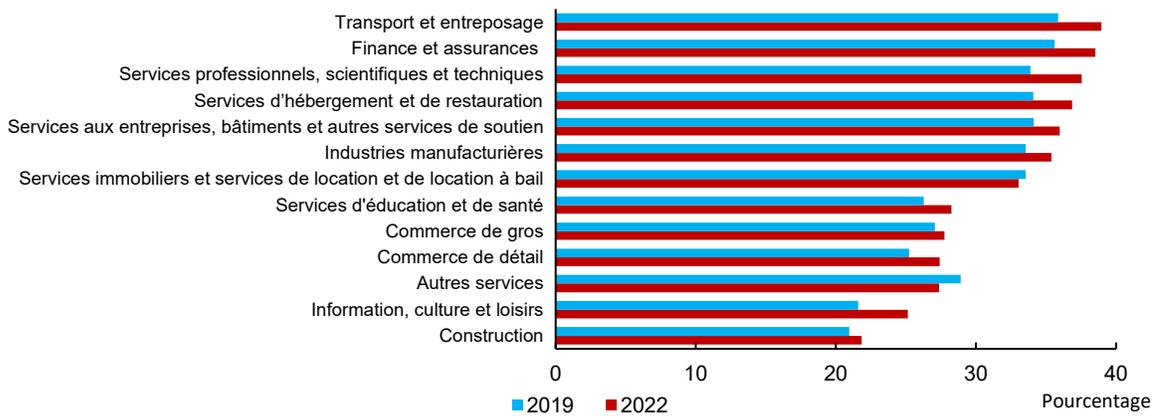
L'augmentation de la proportion de résidents permanents et non permanents au sein des travailleurs ayant un emploi s'est observée dans l'ensemble des secteurs. Toutefois, il est possible que certains secteurs connaissant d'importantes pénuries de main-d'œuvre bénéficient moins que d'autres des niveaux plus élevés d'immigration (**graphique 4**).

- La plus forte croissance a eu lieu du côté des services professionnels, techniques et scientifiques qui requièrent des qualifications assez importantes, puis dans les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs. Les secteurs à bas salaires ont aussi connu une certaine croissance, notamment celui de l'hébergement et de la restauration. Cependant, malgré la participation accrue des immigrants, l'emploi total dans ce secteur reste en deçà des niveaux de 2019.
- Il est possible que certains secteurs connaissant d'importantes pénuries de main-d'œuvre bénéficient moins de l'augmentation des flux de résidents non permanents que le marché du travail dans son ensemble. Comme nous le verrons dans la section sur le logement ci-après, la proportion d'immigrants dans le secteur de la construction a très peu augmenté.
- Des entreprises dans la plupart des secteurs ont indiqué avoir davantage recours aux nouveaux arrivants depuis la réouverture de l'économie après la pandémie de COVID-19. Les entreprises du secteur de l'hébergement et de la restauration se démarquent particulièrement en raison du nombre élevé d'étudiants étrangers qu'elles embauchent.

⁶ La limite inférieure de la fourchette reflète l'hypothèse que le stock de capital restera inchangé malgré l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre, tandis que la limite supérieure de la fourchette inclut l'hypothèse standard d'une variation du stock de capital.

Graphique 4 : Les immigrants forment une petite partie des travailleurs de la construction

Part des résidents permanents et non permanents dans les effectifs selon les secteurs



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2022

Il ressort aussi des consultations qu'il pourrait être avantageux d'assurer une meilleure répartition des nouveaux arrivants dans les secteurs qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre. Un très grand nombre de participants ont fait état d'une situation de sous-emploi parmi les immigrants compte tenu des compétences et de l'expérience acquises dans leur pays d'origine. Cela illustre les difficultés rencontrées par les nouveaux arrivants pour faire reconnaître leurs compétences et diplômes et pour s'adapter au monde des affaires en contexte canadien. Les enquêtes montrent que les nouveaux arrivants sont plus susceptibles que les autres travailleurs d'envisager un changement d'emploi pour obtenir un salaire plus élevé ou des débouchés plus intéressants, ce qui se traduit par un plus grand roulement de la main-d'œuvre. Ces réactions donnent à penser que l'appariement des nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi ne se fait pas sans difficulté. Sur une note positive, de plus en plus d'entreprises emploient davantage de nouveaux arrivants qu'auparavant.

Pressions salariales

Il est difficile d'évaluer l'incidence de la récente hausse du nombre de nouveaux arrivants sur les salaires, vu la complexité des mécanismes par lesquels l'immigration influe sur les salaires. Comme l'indique la section 2, l'immigration peut avoir des effets positifs ou négatifs sur les salaires dans leur ensemble, en fonction de facteurs comme les retombées indirectes de la productivité accrue des immigrants hautement qualifiés et les similitudes entre les nouveaux arrivants et les travailleurs existants. L'analyse de tous ces canaux dépasse la portée de la présente note. Notons toutefois que le salaire réel moyen des nouveaux arrivants au Canada tend à être inférieur à celui des non-immigrants, et que le changement de composition de la main-d'œuvre pourrait avoir atténué d'environ 0,2 à 0,4 point de pourcentage la croissance

récente des salaires⁷. Cependant, à elle seule, cette estimation est quelque peu trompeuse, puisqu'elle ne prend pas en compte les effets d'équilibre général. Ces effets stimuleraient la demande de main-d'œuvre et la croissance des salaires, en raison de l'impulsion apportée à la consommation et à la demande de logements par les flux plus élevés de nouveaux arrivants et des retombées indirectes de la productivité accrue. Il conviendrait d'étudier plus en profondeur ce large éventail de canaux.

Logement

Une montée de l'immigration au Canada pourrait contribuer davantage à des déséquilibres sur le marché du logement que ne le ferait la croissance de l'immigration dans d'autres pays étudiés. Cela s'explique par le fait qu'il existe déjà un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements au Canada et que relativement peu de nouveaux arrivants y intègrent le secteur de la construction.

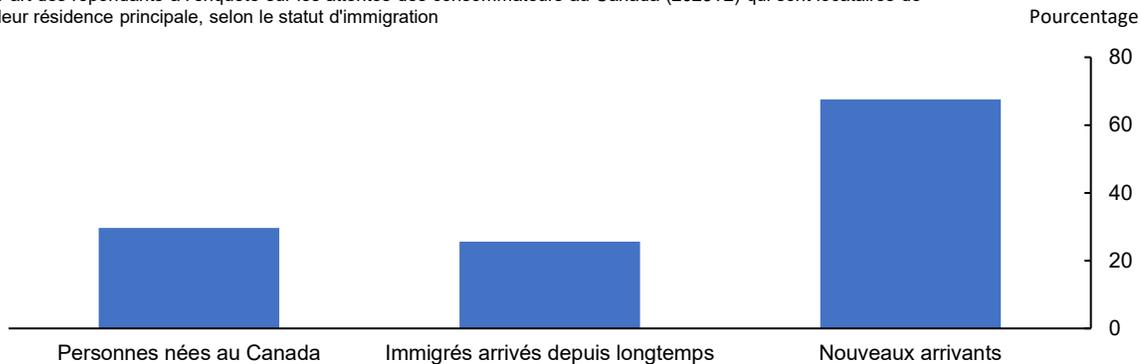
Demande de logements

Les données des enquêtes et consultations montrent que la plupart des immigrants sont initialement locataires, ce qui stimule la demande à court terme de logements locatifs (**graphique 5**). Toutefois, les données montrent aussi que l'accession à la propriété est très importante pour les nouveaux arrivants; en effet, le taux d'accession à la propriété des immigrés rejoint celui des personnes nées au Canada après seulement une dizaine d'années (**graphique 6**). Beaucoup de nouveaux arrivants déclarent aussi puiser dans l'épargne constituée dans leur pays d'origine pour financer l'achat d'un logement. Ces flux financiers ne se reflètent cependant pas dans les sources de données officielles. Parmi les différentes catégories d'immigrants, les travailleurs qualifiés qui ont un emploi avant leur arrivée sont plus susceptibles d'acheter rapidement une propriété que les personnes qui viennent au Canada dans le cadre d'autres programmes.

⁷ L'estimation de la limite supérieure est basée sur le nombre de résidents non permanents, selon les estimations démographiques trimestrielles, qui sont plus à jour que les données de l'Enquête sur la population active.

Graphique 5 : Les nouveaux arrivants sont plus susceptibles d'être locataires que le reste de la population

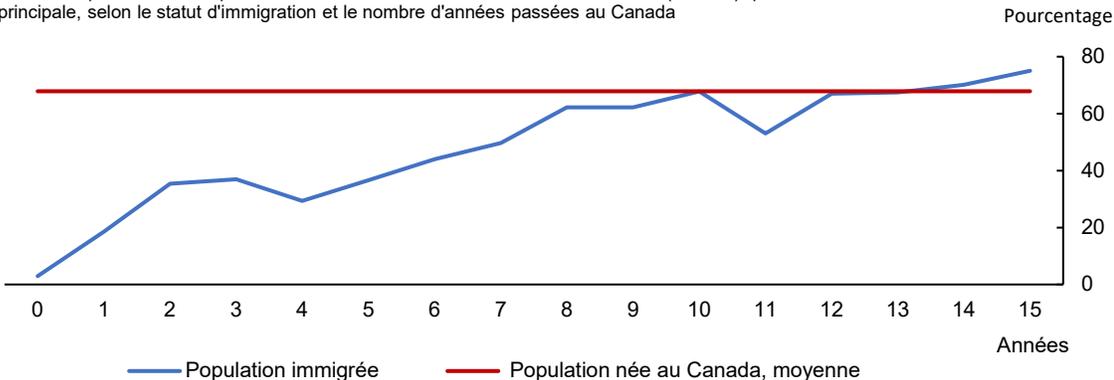
Part des répondants à l'enquête sur les attentes des consommateurs au Canada (2023T2) qui sont locataires de leur résidence principale, selon le statut d'immigration



Nota : Les résultats sont calculés à partir des réponses fournies à la question suivante : *Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence principale actuelle?* Les nouveaux arrivants englobent les résidents permanents arrivés depuis moins de cinq ans et les résidents non permanents. Les immigrants arrivés depuis longtemps désignent les résidents permanents arrivés depuis cinq ans ou plus.
Sources : Banque du Canada et calculs de la Banque du Canada

Graphique 6 : Au bout d'environ 10 ans, la population immigrée est tout aussi susceptible d'être propriétaire que la population née au Canada

Part des répondants à l'enquête sur les attentes des consommateurs au Canada (2023T2) qui sont locataires de leur résidence principale, selon le statut d'immigration et le nombre d'années passées au Canada



Nota : Les résultats sont calculés à partir des réponses fournies à la question suivante : *Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre résidence principale actuelle?* La population immigrée comprend les résidents permanents et non permanents.
Sources : Banque du Canada et calculs de la Banque du Canada

Offre de logements

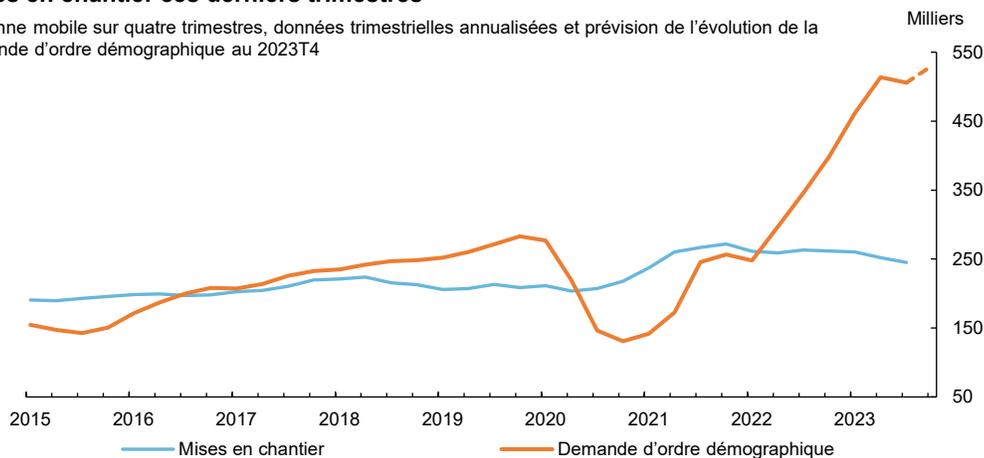
Les nouveaux arrivants contribuent à l'offre de logements lorsqu'ils occupent un emploi dans le secteur de la construction. C'est un apport important étant donné que ce secteur est aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre chroniques, qui risquent d'être accentuées par le vieillissement de la population canadienne. Cela dit, ce secteur semble bénéficier moins que les autres des niveaux élevés d'immigration. Seuls 5 % environ des résidents non permanents qui ont un emploi (et 3 % de l'ensemble des résidents non permanents) travaillent principalement dans le domaine de la construction, en dépit de la forte demande de

travailleurs dans ce secteur⁸. Ce taux est bien en deçà de la part de l'emploi total représenté par le secteur de la construction, soit 8 %. Si l'on exclut les compétences de la comparaison, il faudrait que l'afflux de résidents non permanents dans le secteur de la construction soit presque multiplié par trois pour que leur taux de participation à ce secteur rejoigne celui de la population en général.

Par conséquent, le déséquilibre entre la demande et l'offre de logements s'est fortement aggravé. Dans les cinq années précédant la pandémie, le nombre net de nouveaux ménages formés, qu'on appelle aussi la demande liée à l'évolution démographique, dépassait quelque peu le nombre de mises en chantier (**graphique 7**). Mais dans la dernière année, l'écart entre la demande et l'offre s'est grandement creusé. Il faudrait un peu plus de 200 000 nouveaux logements dans l'ensemble du Canada pour combler l'écart entre la demande et l'offre de logements qui ne cesse de croître depuis 2015. C'est l'équivalent de dix mois de mises en chantiers, comparativement aux deux mois et demi qu'il aurait fallu en 2019.

Graphique 7 : La demande d'ordre démographique a largement dépassé le rythme des mises en chantier ces derniers trimestres

Moyenne mobile sur quatre trimestres, données trimestrielles annualisées et prévision de l'évolution de la demande d'ordre démographique au 2023T4



Nota : La demande d'ordre démographique correspond à la variation trimestrielle du nombre de ménages.

Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada Dernière observation : 2023T4

Certaines de ces pressions se reflètent dans les données sur l'inflation. Le recul des prix des logements observé au cours du présent cycle de resserrement de la politique monétaire est moins prononcé que ce que laissaient présager les épisodes antérieurs, et on prévoit que l'inflation liée au logement contribuera de manière significative à l'inflation en 2024 et en 2025⁹.

⁸ Selon des études menées ailleurs dans le monde, l'immigration n'entraîne pas nécessairement une hausse des prix des maisons à moyen et à long terme. Toutefois, contrairement à ce qui se passe au Canada, les groupes d'immigrants dans ces travaux de recherche étaient peu présents sur le marché du logement, mais contribuaient de manière significative à l'offre de logements dans leur pays d'accueil.

⁹ Banque du Canada (2023).

Consommation

Les modèles macroéconomiques ne relèvent généralement pas les différences entre les habitudes de consommation des immigrants et des non-immigrants. Les observations recueillies dans le cadre de consultations et d'enquêtes semblent toutefois indiquer que ces différences peuvent être substantielles : les niveaux de consommation d'une partie des nouveaux arrivants sont plus élevés à leur arrivée, mais diminuent durablement par la suite en raison de leurs envois de fonds à l'étranger et de l'épargne qu'ils constituent en vue d'acheter un logement. Dans l'ensemble, les simulations de modèle réalisées permettent de penser que la hausse initiale supplémentaire de la consommation découlant de l'augmentation récente de l'immigration au Canada ne devrait pas avoir d'effets macroéconomiques importants au-delà de ce que les modèles économiques standards prennent déjà en compte.

À l'arrivée au Canada

D'après les résultats de consultations, bon nombre d'immigrants apportent au pays des sommes d'argent considérables qu'ils ont épargnées afin de se préparer pour leur futur emploi, ainsi que pour aménager leur logement et en acheter un éventuellement. La récente hausse de l'immigration pourrait donc s'être accompagnée d'une consommation initiale accrue, qui serait bien supérieure à la contribution des immigrants à l'offre de main-d'œuvre.

Pour savoir si cela pourrait stimuler la consommation globale ou les tendances inflationnistes au Canada, nous utilisons le modèle LENS. Plus précisément, il s'agit de simuler l'estimation (probablement située dans la fourchette la plus élevée) d'une possible hausse de la consommation. Afin de calibrer cette hausse, nous nous basons sur le montant minimum dont un travailleur qualifié a besoin pour immigrer au Canada en 2023, soit 13 757 \$¹⁰. Nous doublons ce montant afin d'avoir une idée de ce que pourraient être les effets d'une consommation dans la limite supérieure. Ensuite, nous appliquons cette consommation supplémentaire à 500 000 personnes, c'est-à-dire à l'augmentation récente du nombre de nouveaux arrivants¹¹.

Dans l'ensemble, même avec des hypothèses fortes quant au montant que dépensent les nouveaux arrivants à leur arrivée au Canada, les effets sur la consommation sont plutôt modestes. Les incidences pour l'inflation sont quant à elles encore plus faibles. Dans un scénario où chaque individu dépense le double du montant minimum requis, la consommation monte au maximum de 0,8 % et l'inflation augmente de moins de 0,1 point de pourcentage sur un an¹².

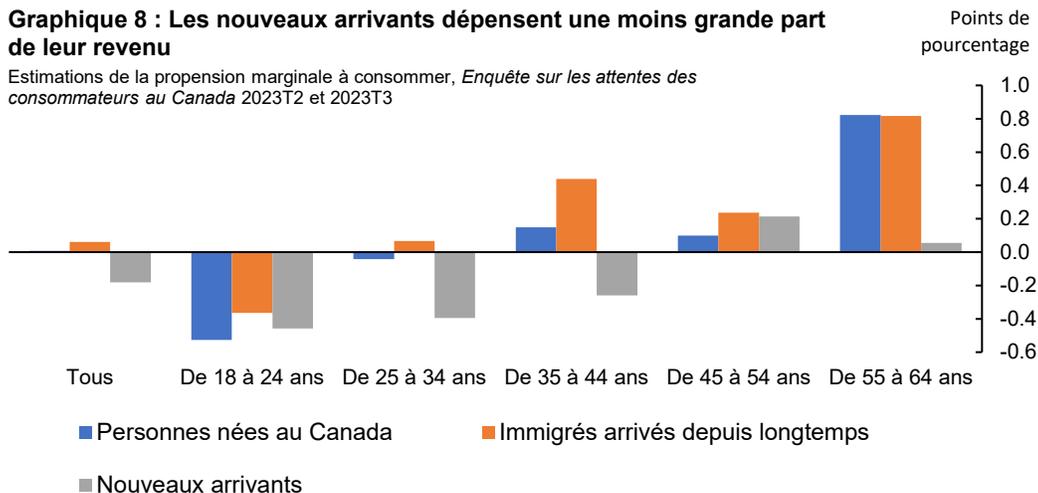
¹⁰ Les travailleurs non qualifiés pourraient même dépenser moins d'argent, compte tenu de leur salaire plus bas et du fait qu'il est moins vraisemblable qu'ils s'établissent au pays de façon permanente.

¹¹ En fait, certains résidents non permanents entrent au Canada en tant que membres d'une cellule familiale; ils ont ainsi individuellement moins d'exigences à respecter qu'une personne arrivant seule.

¹² Cette estimation est obtenue sans qu'il n'y ait de réaction de la politique monétaire.

Après l'installation initiale

Les résultats d'enquêtes révèlent qu'après avoir effectué les premières dépenses pour commencer leur nouvelle vie au Canada, les immigrants consomment moins que les non-immigrants (**graphique 8**). Bien qu'une partie de cette baisse de la consommation puisse être attribuable à l'envoi de fonds dans le pays d'origine – comme cela a été bien documenté dans d'autres pays –, les résultats d'enquêtes montrent qu'au Canada cette épargne semble servir principalement à financer l'achat d'un logement (**graphique 9**). Cette différence persiste pendant une dizaine d'années, ce qui correspond à la période au terme de laquelle les taux d'accession à la propriété de la population immigrée rejoignent ceux des non-immigrants.

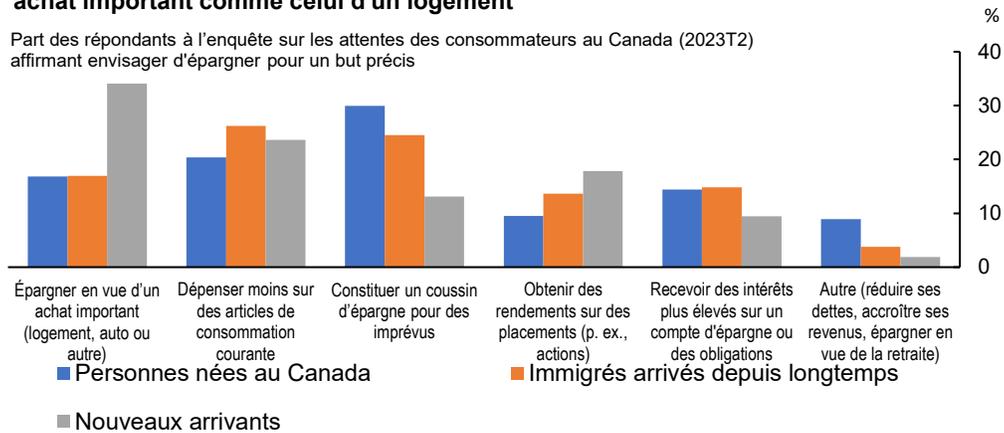


Nota : La propension marginale à consommer de chaque groupe est donnée par la médiane interpolée de la croissance attendue des dépenses diminuée de la croissance attendue du revenu. Les nouveaux arrivants englobent les résidents permanents arrivés il y a moins de cinq ans et les résidents non permanents. Les immigrants arrivés depuis longtemps désignent les résidents permanents arrivés depuis cinq ans ou plus.

Sources : Banque du Canada et calculs de la Banque du Canada

Graphique 9 : Les nouveaux arrivants sont plus susceptibles d'épargner pour un achat important comme celui d'un logement

Part des répondants à l'enquête sur les attentes des consommateurs au Canada (2023T2) affirmant envisager d'épargner pour un but précis



Nota : Les résultats sont calculés à partir des réponses fournies à la question suivante : *Pour quel motif souhaitez-vous surtout épargner davantage?* Les nouveaux arrivants englobent les résidents permanents arrivés il y a moins de cinq ans et les résidents non permanents. Les immigrés arrivés depuis longtemps désignent les résidents permanents arrivés depuis cinq ans ou plus.

Sources : Banque du Canada et calculs de la Banque du Canada

5. Implications pour l'inflation

Il est impossible de quantifier les différentes façons dont la récente augmentation de nouveaux arrivants se répercute sur l'inflation. Les effets globaux semblent toutefois modérés, sauf dans le domaine du logement.

- Parmi les facteurs contribuant aux pressions inflationnistes, notons :
 - une consommation initiale plus élevée en raison de l'épargne accumulée dans le pays d'origine;
 - une demande accrue de logements (par rapport à l'augmentation de l'offre).
- Parmi les facteurs atténuant les pressions inflationnistes, notons :
 - une hausse de l'offre de main-d'œuvre;
 - des gains de productivité obtenus grâce aux travailleurs hautement qualifiés;
 - une plus faible propension à consommer une fois les nouveaux arrivants installés dans leur pays d'accueil.

Dans l'ensemble, l'augmentation initiale de l'immigration que le Canada a connue est plus susceptible d'être inflationniste à court terme. Cela dit, l'impulsion que la consommation a fournie à l'inflation est modeste. Dans le modèle LENS, la limite supérieure de la baisse des pressions salariales ne contrebalance pas la hausse modeste de l'inflation découlant de la consommation. Ces effets ne sont cependant pas substantiels dans le contexte inflationniste actuel.

Le risque inflationniste est plus important lorsqu'il est question du marché du logement, en raison des pénuries chroniques de main-d'œuvre dans le secteur de la construction, des bas niveaux d'emploi des nouveaux arrivants dans ce secteur, et de la hausse de la demande de logements par les nouveaux arrivants comparativement à l'offre. Si ce déséquilibre continue

d'amplifier les difficultés structurelles existantes dans le secteur de la construction résidentielle au Canada, alors les composantes de l'indice des prix à la consommation liées au logement pourraient subir un renforcement des pressions haussières. Ces pressions pourraient contrebalancer certains des avantages importants à long terme qu'apporte l'immigration en rehaussant l'offre de main-d'œuvre.

Bibliographie

- Albert, C., et J. Monras (2022). « Immigration and Spatial Equilibrium: The Role of Expenditures in the Country of Origin », *American Economic Review*, vol. 112, n° 11, p. 3763-3802. <https://doi.org/10.1257/aer.20211241>.
- Banque du Canada (2023). *Rapport sur la politique monétaire*, octobre. <https://www.bankofcanada.ca/wp-content/uploads/2023/10/mpr-2023-10-25.pdf>.
- Ben-Gad, M. (2004). « The Economic Effects of Immigration—A Dynamic Analysis », *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 28, n° 9, p. 1825-1845. <https://doi.org/10.1016/j.jedc.2003.04.008>.
- Bodvarsson, O., H. F. Van den Berg et J. Lewer (2008). « Measuring Immigration's Effects on Labor Demand: A Reexamination of the Mariel Boatlift », *Labour Economics*, vol. 15, n° 4, p. 560-574. <https://EconPapers.repec.org/RePEc:eee:labeco:v:15:y:2008:i:4:p:560-574>.
- Borjas, G. J. (2003). « The Labor Demand Curve is Downward Sloping: Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 4, p. 1335-1374. <http://dx.doi.org/10.1162/003355303322552810>.
- Borjas, G. J. (2019). *Immigration and Economic Growth*, document de travail n° 25836, National Bureau of Economic Research. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w25836/w25836.pdf
- Card, D. (1990). « The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market », *ILR Review*, vol. 43, n° 2, p. 245-257. <https://doi.org/10.1177/001979399004300205>.
- Chernis, T., C. D'Souza, K. MacLean, T. Reader, J. Slive et F. Suvankulov (2022). *The Business Leaders' Pulse—An Online Business Survey*, document d'analyse du personnel 2022-14, Banque du Canada. <https://doi.org/10.34989/sdp-2022-14>.
- Cortes, P. (2008). « The Effect of Low-Skilled Immigration on US Prices: Evidence from CPI Data », *Journal of Political Economy*, vol. 116, n° 3, p. 381-422. <https://doi.org/10.1086/589756>.
- Dustmann, C., et J. Mestres (2010). « Remittances and Temporary Migration », *Journal of Development Economics*, vol. 92, n° 1, p. 62-70. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2008.12.002>.
- Elsby, M., A. Gottfries, R. Michaels et D. Ratner (2022). *Vacancy Chains*, document de travail n° 22-23, Banque fédérale de réserve de Philadelphie. <https://dx.doi.org/10.21799/frbp.wp.2022.23>.
- Furlanetto, F., et Ø. Robstad (2019). « Immigration and the Macroeconomy: Some New Empirical Evidence », *Review of Economic Dynamics*, vol. 34, octobre, p. 1-19. <https://doi.org/10.1016/j.red.2019.02.006>.

Gervais, O., et M.-A. Gosselin (2014). *Analyzing and Forecasting the Canadian Economy Through the LENS Model*, rapport technique 102, Banque du Canada.
<https://www.bankofcanada.ca/2014/07/technical-report-102/>.

Lach, S. (2007). « Immigration and Prices », *Journal of Political Economy*, vol. 115, n° 4, p. 548-587. <https://doi.org/10.1086/521529>.

Monras, J. (2020). « Immigration and Wage Dynamics: Evidence from the Mexican Peso Crisis », *Journal of Political Economy*, vol. 128, n° 8, p. 3017-3089.
<https://doi.org/10.1086/707764>.

Ottaviano, G. I. P., et G. Peri (2012). « Rethinking the Effect of Immigration on Wages », *Journal of the European Economic Association*, vol. 10, n° 1, p. 152-197.
<https://EconPapers.repec.org/RePEc:bla:jeurec:v:10:y:2012:i:1:p:152-197>.

Solow, R. M. (1956). « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1, p. 65-94. <https://www.jstor.org/stable/1884513>.